

Reviews

Raluca GROSESCU, *Les communistes dans l'après-communisme. Trajectoires de conversion politique de la nomenklatura roumaine après 1989*, Paris: Michel Houdiard Éditeur, 2012.

Le monde postcommuniste est-européen présente une dynamique particulière, très captivante aussi bien pour les historiens que pour les politologues, sociologues ou anthropologues. C'est un monde dont les mutations radicales ou graduelles, les continuités ou les adaptations, dans le plan social, politique, économique mais aussi culturel et symbolique, fascinent et invitent à la réflexion; en même temps, le développement des études de transitologie confirme et renforce l'intérêt croissant pour ce monde. Un monde nouveau et vieux à la fois, un monde en train de se construire, de se transformer et de se reformer et où l'on est toujours à négocier le destin social et personnel, un monde qui offre la possibilité de mieux comprendre la manière dont les histoires personnelles et les processus macrohistoriques se confrontent, se contestent et s'articulent.

Si, après les événements de 1989, bon nombre de chercheurs (analystes, sociologues, politistes, économistes) ont montré leur intérêt pour la conversion des élites communistes en Europe centrale et orientale (Pologne, Hongrie, République Tchèque à partir de 1990 et élites russes et bulgares à partir de 2000), la nomenklatura roumaine a été ignorée.

Le livre de Raluca Grosescu vient remplir ce vide en proposant une recherche longtemps attendue, nécessaire d'ailleurs pour approfondir et nuancer l'appréhension de l'histoire roumaine post-décembre 1989 dans le contexte centre-européen: le destin de la nomenklatura communiste roumaine après 1989 et le rôle qu'elle a joué dans le devenir de l'histoire dans la première décennie postcommuniste.

Ayant pour objectif l'analyse „des mécanismes d'adaptation et de conversion politique des élites communistes roumaines après 1989”¹, la recherche de Raluca Grosescu retrace le processus de transformation des anciennes élites communistes roumaines et leurs trajectoires politiques entre 1989-2000. L'apparition

¹ Raluca GROSESCU, *Les communistes dans l'après-communisme. Trajectoires de conversion politique de la nomenklatura roumaine après 1989*, Paris: Michel Houdiard Éditeur, 2012, p. 8.

de ce livre s'avère être d'autant plus importante que, jusqu'à présent, dans la littérature de spécialité il n'y a pas de document qui réponde aux exigences concernant la documentation, la théorisation et la quantification.

Consciente, non seulement de la dimension empirique mais surtout de la complexité théorique exigée par cette démarche, Raluca Groseanu offre dans l'*Introduction* une présentation pertinente des principales directions de recherche identifiées dans l'historiographie traitant la conversion des élites communistes en Europe de l'Est: la première direction d'étude de la nomenklatura communiste est celle „de la théorie de la conversion du pouvoir” illustrée par les études de Elemer Hankiss sur la nomenklatura hongroise et celles de Jadwiga Staniszkis en Pologne; la deuxième direction de recherche est celle „de l'évaluation du changement social en termes de circulation et de reproduction des élites communistes” proposée par Ivan Szelenyi et Donald Treiman et la troisième direction représentée par Georges Mink et Jean-Charles Szurek est celle „de l'évaluation qualitative des mécanismes d'adaptation et de conversion des anciennes élites, tels qu'ils étaient motivés, représentés par les acteurs eux-mêmes”.²

Dans le champ historiographique ainsi délimité, l'auteur introduit aussi le champ théorique offert par les études de transitologie: la théorie du „capitalisme par imitation” (Marie Lavigne, Jeffrey Sachs, Andrew Warner), les théories du poids déterminant du passé dans la transition démocratique (Juan Linz et Alfred Stepan, Herbert Kitschelt, Zdenka Mansfeldova, Radoslav Mrkovski et Gabor Toka, Michel Burawoy), les théories de la *path dependence*: approches en termes de remodelages et recombinaisons du passé (David Stark et Laszlo Bruszt, Gyl Eyal, Ivan Szelenyi et Eleonor Townsley).

L'évaluation comparative de ces directions de recherche concernant les élites communistes de l'Europe de l'Est ainsi que celle des études déjà parues portant sur les élites communistes de Roumanie offrent à l'auteur l'occasion de clarifier et de raffiner l'appareil conceptuel à l'aide duquel elle va procéder à la recherche du cas roumain: „le paradigme de la *path dependence*, dans la version proposée par Eyal, Szelenyi et Townsley³ ”⁴ qui donne à l'auteur „la possibilité d'appréhender la transformation de la nomenklatura en termes de remodelage continu et dynamique et d'éviter une analyse simpliste où les élites communistes sont perçues comme un obstacle permanent à la démocratisation ou comme des « résidus » dangereux, en raison de leur ancrage dans les comportements politiques et sociaux antérieurs.”⁵

² *Ibidem*, p. 9.

³ Gyl EYAL, Ivan SZELENYI, Eleonor TOWNSLEY, *Making Capitalism without Capitalists: The New Ruling Elite in Eastern Europe*, London, New York: Verso Books, 1998 (Romanian Edition: Bucharest, Omega Press, 2001)

⁴ Raluca GROSEANU, *op. cit.*, p. 33.

⁵ *Ibidem*, p. 34.

La structure de l'étude de Raluca Groseanu suit les principales étapes d'analyse proposées par Linz et Stepan⁶ dans ce paradigme de *path dependence* „pour une analyse multidimensionnelle du régime non démocratique antérieur qui semble nécessaire pour comprendre quel est le point de départ du changement post-communiste.”⁷ Pour ce faire, l'auteur a considéré qu'un examen rétrospectif des élites postcommunistes s'impose, en esquisant de la sorte leur évolution professionnelle, sociale et politique, dans le contexte politique et social existant avant et après le moment 1989. L'analyse suit ainsi trois axes temporels à partir de décembre 1989 : la nomenklatura roumaine avant 1989 (objet de la première partie de l'étude), déclassement social et continuité politique de la nomenklatura roumaine durant les événements de décembre 1989 (objet de la deuxième partie de l'étude), le regroupement politique des élites communistes roumaines durant la période de transition 1990-2000 (objet de la troisième partie de l'étude).

Dans la première partie, l'auteur se penche sur le concept de nomenklatura et apporte des clarifications sur la nature du système de pouvoir dans la société de type soviétique et fait une esquisse historique de la nomenklatura roumaine de 1921 à 1989.

La deuxième partie de la recherche présente les catégories des élites communistes pour lesquelles décembre 1989 est le moment d'un déclassement social, le sort du parti unique et de ses dirigeants et le rôle de l'ancienne nomenklatura dans la constitution des premières structures postcommunistes de pouvoir. Même s'il ya une ambiguïté concernant la chute du communisme roumain, les événements de décembre 1989 marquent le début du changement du régime politique existant, de l'organisation de l'État, des hiérarchies sociales et des élites, l'auteur peut constater que: „ D'une part, ces mutations comportent l'évacuation radicale de la haute hiérarchie du parti, le démantèlement formel des structures dirigeantes de l'État communiste et la disparition de l'ancien parti unique. D'autre part, elles impliquent la continuité de certains groupes de nomenklatura dans la direction politique et un projet de transformation lente de la plupart des institutions de l'État.”⁸

Dans la troisième partie, l'auteur analyse la reproduction de la nomenklatura dans les principales institutions politiques (parlements, gouvernements, administrations présidentielles) entre 1990-2000 et les différentes trajectoires de conversion politique. En ce sens, l'auteur propose une taxonomie des partis post-décembre 1989 qui regroupent la majorité des membres de l'ancienne nomenklatura. Cette taxonomie est construite en fonction des groupes d'élites communistes fondatrices et par rapport à l'attitude envers deux des sujets les

⁶ Juan L. LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of Democratic Transition and Consolidation : Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*, Baltimore & London: The John Hopkins University Press, 1996.

⁷ Raluca GROSEANU, *op. cit.*, p. 35.

⁸ *Ibidem*, p. 129.

plus importants qui structurent le débat politique postcommuniste, non seulement en Roumanie mais aussi dans toute la région est-européenne: l'attitude envers l'ancien régime et l'attitude envers la transition économique. L'auteur propose trois catégories de classification pour ces partis, lesquelles suggèrent le type de reconversion politique professée par les différents groupes de l'ancienne nomenklatura communiste: les anti-réformistes nostalgiques, les réformistes minimalistes et les réformistes maximalistes.

La perspective historique assure la cohérence du livre et permet à l'auteur de passer aisément d'un axe temporel à l'autre, ce qui confère du dynamisme à l'étude. Le passage d'un axe temporel à l'autre est possible dans le continuum de l'analyse quantitative structurée chronologiquement et doublée d'évaluations qualitatives.

L'analyse quantitative est fondée sur la construction „d'une base de données, à partir de laquelle nous avons mesuré l'afflux de la nomenklatura dans la nouvelle élite politique post-1989”⁹, base de données créée sur les renseignements offerts par les documents d'archive et par la littérature secondaire.

La base de données constituée par l'auteur contient 1871 personnes représentant diverses catégories professionnelles et politiques au pouvoir après 1989: „tous les membres des institutions provisoires de pouvoir constituées durant la révolution de décembre 1989, à savoir le Comité du front du salut national (CFSN), le Gouvernement provisoire dirigé par Petre Roman et le Conseil provisoire d'union nationale (CPUN); tous les ministres roumains nommés en fonction entre 1990 et 2000; tous les parlementaires roumains élus entre 1990 et 2000; tous les dignitaires des administrations présidentielles; et tous les membres des bureaux exécutifs des principaux partis politiques roumains entre 1990 et 2000.”¹⁰ À l'aide de cette base de données SPSS nommée *Base de données élites postcommunistes*, rigoureusement constituée, l'auteur peut tracer „l'afflux de la nomenklatura dans la nouvelle élite politique post-1989”¹¹, en remplissant de la sorte le manque d'enquêtes de mobilité sociale des élites communistes, enquêtes dans le genre de celles pratiquées par Szurek et Mink.

La démarche statistique de l'analyse quantitative des évolutions politiques et sociales précédant et suivant 1989 est doublée d'une évaluation qualitative de ces évolutions dans le contexte macrohistorique et personnel, ce qui permet à l'auteur une interprétation beaucoup plus souple des résultats de l'analyse quantitative. Les 20 entretiens que Raluca Grosescu a réalisés avec différents membres de l'ex-nomenklatura communiste, des membres importants dans les cercles postcommunistes, donnent la possibilité à l'auteur de dépasser bien des clichés historiographiques et médiatiques par une mise en relief beaucoup plus nuancée des options et des croyances personnelles des interviewés.

⁹ *Ibidem*, p. 36.

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ *Ibidem*.

L'évaluation qualitative de l'évolution post-décembre 1989 de l'ex-nomenclatura communiste est complétée par l'analyse du discours des documents programmatiques des principaux partis politiques post-décembre 1989 où les ex-communistes déploient leur activité, qui fournissent à l'auteur „ le principal support d'analyse de l'identité et de l'offre des partis issus de la nomenclatura”.¹² Après avoir réalisé l'analyse quantitative et qualitative aux trois niveaux temporels différents, l'auteur arrive à la conclusion qu' „en Roumanie, comme dans le reste de l'Europe centrale, la circulation des élites a eu une ampleur plus grande que leur reproduction.”¹³

Assez peu nombreuse et en diminuant avec le temps, la présence des membres de l'ancienne nomenclatura communiste dans les élites politiques post-1989 est une certitude. Cette présence devient dominante quand on parle des positions que l'ancienne nomenclatura détient dans le processus décisionnel et dans la structure institutionnelle.

Selon l'auteur, la domination des anciennes élites communistes dans le post-communisme peut être expliquée par les facteurs suivants: la nature du communisme roumain, le fait que le communisme a représenté un projet de modernisation; le communisme du temps de Ceausescu avait amplement compris dans le parti unique divers segments sociaux; les relations entre plusieurs groupes de nomenclatura dans le cadre du Parti communiste roumain. Un deuxième facteur est le rôle de la nomenclatura marginalisée dans les événements de décembre 1989 : l'absence d'une contre-élite anticommuniste organisée et le chaos des événements de décembre 1989 ont favorisé la prise du pouvoir par une partie de la nomenclatura marginalisée ; les anciennes élites communistes marginalisées sont aussi fondatrices du FSN. La culture politique et l'expérience technocratique des anciennes élites sont aussi un facteur qui a facilité la conversion de l'ancienne nomenclatura. Le quatrième facteur qui peut expliquer le succès politique post-décembre 1989 de l'ex-nomenclatura communiste réside dans le type de discours proposé par les partis issus de l'ancienne nomenclatura par rapport à la transition politique et économique, type de discours qui, dans la première décennie après la révolution de 1989 a attiré et a convaincu une bonne partie de l'électorat roumain.

Les conclusions de l'étude sont convaincantes, soutenues par des arguments fondés sur la recherche quantitative et qualitative originale menée par l'auteur, une recherche très bien documentée aussi bien au niveau des sources premières qu'à celui des sources secondaires.

Toutefois, l'équilibre du livre semble affecté par l'insuffisance des développements conceptuels dont l'auteur souligne l'intention dans l'*Introduction*. Bien que l'auteur fasse alterner les trois plans temporels, fait essentiel pour une approche de type *path dependence*, c'est l'interprétation de l'évolution de la

¹² *Ibidem*, p. 37.

¹³ *Ibidem*, p. 319.

nomenklatura roumaine, dans les termes indiqués par la littérature du sujet (capital social, culturel, politique, économique) et mentionnés au début de l'étude, qui est insuffisamment soutenue dans la recherche. C'est pour cette raison qu'il y a une certaine disparité entre les intentions conceptuelles annoncées dans l'*Introduction* et la manière dont celles-ci sont mises en oeuvre, disparité qui nuit à la cohérence de la structure de la présente recherche.

Malgré ces insuffisances d'interprétation, la qualité de la recherche proprement dite ainsi que ses conclusions recommandent cet ouvrage comme très important pour les études de transitologie en général et pour une meilleure compréhension de l'histoire roumaine post-décembre 1989 en particulier. La démarche de l'auteur est innovatrice, concrétisée dans une recherche de marque qui trouve une place de choix au niveau national et international et qui, grâce à une solide documentation, constitue un fondement précieux pour les futures études de type comparatif dédiées à la transition postcommuniste roumaine.

Corina Doboş

Eric VOEGELIN, *Religiile politice (The Political Religions)*, Bucharest: Humanitas, 2010.

Religiile politice (The Political Religions), published by Humanitas, is a premiere and also fills a major gap in the corpus of Romanian translations in the field of history of ideas. Eric Voegelin's initial assumption that the evil does exist in the world and, moreover, is the very substance that is effective in the world is inherently contained in the realization that the author's life and work are inseparably entwined. Totally devoted to the pursuit of the truth of human existence, Voegelin spared no effort in this respect. He acquired extensive and thorough knowledge in almost all branches of human learning (from religion and history of philosophy to mathematics, psychology or genetics). He was recognized as a true polyglot (he was familiar with languages like Russian, Greek, Latin, Hebrew or Chinese), He always surrounded himself with remarkable people (see, for instance, his spiritual circle – the *Geistkreis* – Friedrich von Hayek, Alfred Schütz, Felix Kaufman, Emanuel Winternitz, Friedrich von Engel-Jánosi; or, the mentors who guided and inspired him throughout his career, from Eduard Meyer to Hans Kelsen and many others). With an 8-volume *History of Political Ideas*, his monumental 5-volume *Order and History*, *The New Science of Politics* or the book discussed here, Eric Voegelin ranks among the major thinkers of the 20th century who ventured into building a "criticism of modernity without restraint".

Not very extensive, but extremely dense, Eric Voegelin's book (published in 1938) is, in fact, a response to the social crisis of the late '30s and eventually

to the deeper crisis of a terrible 20th century. His main hypothesis is related to the fact that the moral anomie referred to stems from radical secularization and, as a consequence, the only solution would be a religious purification. As a matter of fact, Voegelin is a genuine late Renaissance character, knowledgeable and skilled in so many diverse fields that even a brief review of all of them could well be the subject of a separate analysis¹. Therefore, the presence of Voegelin in the realm of theology, then of the history of religions and finally of the philosophy of history is no surprise to regular reader of his monumental work.

In order to answer the fundamental questions *what [should be done]?* and *how?*, Voegelin judiciously identifies the characters responsible for transferring this crisis to the realm of ideas: the *political intellectuals* (or, paraphrasing Raymond Aron, the intellectuals “engagé”). He finds that these intellectuals are guilty of ignoring the vital religious interrogation (which?). However, Voegelin is far from claiming to be a social redeemer himself! Beyond simply diagnosing the deepest cause, Voegelin is fully aware of the power of attraction that evil has and of its inherent presence in the world. This is the very reason why he seems ready to approach evil on an equal ethical footing².

The reasons for misunderstanding political religions seem to differ in nature, but for Eric Voegelin the original error is to be found in the distorted lens that we use³ when looking at and understanding concepts like *politics and religion / political and religious*. However, these concepts are only the genus for a series of other modern abstract constructs, e.g.: the modern national *state* and the *church* (the other side of the binomial). Consequently, Voegelin’s analysis becomes surgical: the state, as an instrument endowed with absolute and legitimate power, is questionable from a religious viewpoint as to the source of its legitimacy. As for the religious concept, Voegelin is fully aware of the heterogeneity of Western religious experiences and groups: “Our time is overcrowded with religious orders of this kind and the result is a Babylonian confusion of tongues, as long as the signs or symbols in a language have enormously different holy, magic or value significances depending on the speaker using them.”⁴ He also makes a distinction that was contemplated by Max Weber, too, between a type of religion oriented towards a “Beyond” and another towards the “Here.” This allows the mind to infer that there are different

¹ The first book of Eric Voegelin published in Romania [Humanitas, 2010] in an excellent translation by Bogdan Ivaşcu. The book also includes a substantial introductory study written by the same historian, which, although it may seem long compared to the actual text of the book itself, is truly vital for the Romanian readers who are not familiar with the life and work of the scholar. The introductory study abounds in valuable information on the encyclopedic nature of the author. (also see pp. 5-25).

² Eric VOEGELIN, *op. cit.*, p. 76.

³ Of course, Eric Voegelin’s “playground” is Nazi Germany, but the ideational value of the reasoning seems immutable.

⁴ Eric VOEGELIN, *op. cit.*, p. 87.

solutions deriving from this different approach of spirituality to topics like the meaning of life, mercy, death and so on...

To motivate and illustrate his own view on political religions, Voegelin uses the example of Egyptians' worshiping of the Sun⁵. The cohabitation of politics and religion is at its fullest in the episodes recalled by Voegelin, as Akhenaton, the Pharaoh of the Eighteenth Dynasty, becomes the first major reformer of Egyptian religion, transforming the local polytheism into a sole spiritual image: the cult of Aton as the sole god of Egypt⁶. The author also notes several essential facts deriving from these historical events. First, the old clergy was ousted by this Pharaoh and was not included in the effort of building the new spiritual edifice (the one politically imposed by Akhenaton). In that context, the king/pharaoh was the only direct intercessor between humans and the deity. Circumventing the old spiritual hierarchic structure (or mental pattern), Akhenaten could not foresee that, after his death, the conservative reactionaries (the priests and the military) would revert to the old polytheism. One thing is certain: the restoration following the death of Akhenaton, great reformer, was immediately embraced by the masses that apparently had been deeply troubled by the religious reform imposed on them. As the popular religion had been simply obliterated, the new cult of Aton was unable to fill this gap, that is, to respond to people's elementary expectations, to provide those basic explanations concerning life and death: "The pure state cult, with its hierarchy of ecclesiastical substance and the distance of the subjects to God had only been able to exist in a polytheistic system, in which the other characteristics of man were allowed to develop their own religion next to the political religion"⁷.

Eric Voegelin further analyzes, in a separate chapter, the types of symbols that connect the sacred and the political: **hierarchy** (which means the legitimation of authority in a pyramidal scheme with the supernatural at the top); **ecclesia** (which is a kind of manifestation of a community of political and religious consciousness, in an organic resemblance to the body); **spiritual and temporal** (representing the breaking and tensioning of the ecclesia⁸); **apocalypse** (referring to the dynamics and role of the authority that sets the background for the apocalyptic dynamics of modern political religions, which incorporated the symbolism of the three lands/empires⁹); **the Leviathan** (which refers to the community as an earthly *ecclesia* and to the more radical

⁵ The recourse to history is not only a proof of his erudition, but his favorite working method. For Voegelin, adhering to history means adhering to reality (see *Ibidem* p. 23).

⁶ *Ibidem*, pp. 94-97.

⁷ *Ibidem*, pp. 101-102.

⁸ *Ibidem*, pp. 112-114. A tradition initiated by St Augustin, in full turmoil of Christianity, by making the distinction between *civitas terrena* and *civitas Dei*.

⁹ *Ibidem*, pp. 117-120. "The symbolism of the apocalypse of the empires lives on in the symbolism of the nineteenth and twentieth centuries: in the three empires of Marx and Engels's

phenomenon of secularization¹⁰). Nevertheless, modernity brings something new: the decapitation of God. In a mystical approach, the crowd (the people) becomes the ultimate source of legitimation, while the leader is the bearer of the will and action of the mob. While in ancient Egypt the god would only spoke to the leader (to Akhenaton), now the people is the “legitimizing god” that assumes this position¹¹. The moral of Eric Voegelin’s digression refers to the fact that the actions of the political community are no longer just structural relationships and mechanical laws. They contain real mystical formulae of expression¹². Thus, the Voegelinian approach becomes fundamental for understanding the forces that generate and fuel the crisis of political modernity.

Excepting Western modernity, the history of religions has constantly offered examples of the manner in which politics and religion coexisted in a fluid form of mutual exchange. However, there are several key questions that have to be raised when mapping the relationship between politics and religion in the context of National Socialism: did this ideology erase the separation line between the secular domain of politics and religion? Furthermore, did the adherents of National Socialism see it as a secular, or as a religious movement? The answer can never be univocal, but there are authors who are right to consider that the very opponents of this ideology describe it as being religious (see also Eric Voegelin). On the other hand, it is of paramount importance to recognize that National Socialism failed to become the new Christianity of Germany, in spite of having tried to replace it. This ideology is rather a so-called *Ersatzreligion* (an alternative religion!): “With the ascension of the Third Reich, Hitler went further and expressed the fact that the Weltanschauung borrowed its form from religion, considering it as a substitute for the latter, as it was both sacred and pragmatic [where the Weltanschauung means,

philosophy of history, in the Third Reich of National Socialism, and in the fascist third Rome, following the Rome of antiquity and the Christian Rome.”

¹⁰ *Ibidem*, pp. 122-130. Originating from the thinking and specific lexicon of Thomas Hobbes, the *Leviathan* will be used as a powerful symbol of the absolute monarchy acting by divine commandments, although temporally. Then, maybe even more important, with Hobbes, the political community as a unity of the pre-combined natural multiplicity arrives. According to Voegelin, the essence is not only the contractualist message, but especially “the formulae that determine the results of the covenant: The previously unformed multitude do not elect a ruler, but combine their multiplicity in the unity of one person.”

¹¹ For instance, the modern plebiscite is not a simple expression of people’s will, but a true ceremony of that expression.

¹² In fact, many contemporary authors ascertain the mixture of politics and religion. See also Uriel TAL, “Aspects of the Consecration of Politics in the Nazi Era”, in Otto D. KULKA & Paul R. MENDES-FLOHR (eds.), *Judaism and Christianity under the Impact of National Socialism*, Jerusalem, 1987: “Politics, an essentially secular phenomenon of modern society, has been sanctified, while religion, an essentially sacred phenomenon, has been secularized.” The resemblance with the Voegelinian thinking is remarkable here!

in a broader sense, ideology, philosophy, system of ideas]"¹³. Therefore, unlike Christianity, the Nazi religion is not pure, but syncretic. At the same time, distinctions like *form* vs. *content*, *sacred* vs. *profane*, etc. rather derive from a romantic tradition and from those theories on religion defined as symbolist¹⁴.

Semasiological variation of political religions

How exactly should the array of meanings of *political religions* be used? And what could the sacralization of politics mean? Of course, we can use Eric Voegelin as a "term of reference", but also Emilio Gentile, the Italian historian specialized on fascist ideology, who defined a set of preconditions for a political movement to determine the sacralization of politics: "[it] (a) consecrates the primacy of a *secular collective entity*, placing it at the core of a system of beliefs and myths that define the meaning and ultimate purpose of social life and set the principles for distinguishing the good from the evil; (b) integrates this concept with a code of ethical and social commandments that bind the individual to the sacralized entity, imposing loyalty and dedication on the individual; (c) considers its members as a *distinguished community* and interprets political action as a *messianic function* meant to fulfill a duty; (d) develops a *political liturgy* to worship the sacralized collective entity by means of an institutionalized cult and of figures to describe it"¹⁵ [other mechanisms used include: a mystic and symbolic portrayal of a sacred history and ritual evocations performed by the community]. However, when a Nazi uses a phrase like "our sacred duty to the people", those who perform an analysis in the manner of Gentile must also explain why it is not a simple metaphor, but an instance of religious use of the language. Such authors claim that certain symbols have the ability to represent a pre-symbolic religious experience (where "symbolic" defines a causal relation with the experience). The symbolic meaning lies in the experience that is beyond social and linguistic conditions. Thus, the strictly symbolic form and the empiric content are fundamentally separated (Eric Voegelin seems to adhere to this theory). Voegelin also promotes the theory that the historic experience is at the same time the cause and the vehicle of the symbolic meaning. He argues that symbols find one of their essential aspects in the expression of emotion¹⁶. In fact, the opinion that

¹³ Uriel TAL, *op. cit.*, p. 68.

¹⁴ See also Hans PENNER, "You Don't Read a Myth for Information", in N. FRANKENBERRY (ed.), *Radical Interpretation in Religion*, Cambridge, 2002, pp. 161–170.

¹⁵ Emilio GENTILE, "The Sacralisation of Politics: definitions, Interpretations and Reflections on the Questions of Secular Religion and Totalitarianism", in *Totalitarian Movements and Political Religions*, 1, 1 (Summer: 2000), p. 22.

¹⁶ Kenneth KEULMAN, *The Balance of Consciousness. Eric Voegelin's Political Theory*, University Park: PA, 1990, pp. 80–84.

emotion is a characteristic of religion is rather popular among those who apply this *political religion* pattern to the Nazi ideology. For instance, British historian Michael Burleigh focuses his analysis on the summoning of emotional enthusiasm, resorting to Émile Durkheim's idea of *effervescence*¹⁷. In his turn, German historian Wolfgang Hardtwig uses the Weberian concept of *charisma* to describe the "community emotional consciousness" of the Nazis¹⁸.

Beyond these hermeneutic exercises in political religions, beyond the purely terminological debate or the system of thinking taken as reference, Eric Voegelin seeks to respond to the crisis of modernity through a model exclusively based on historic experience and religious interrogation. For him, the *adherence to history and, consequently, the adherence to reality* remain the method par excellence. An encyclopedic personality, Voegelin shows that he is also familiar with the works of Rudolph Otto or Mircea Eliade when introducing the ideas of sacredness and religious man in the equation. However, his work (in particular, the part dedicated to political religions) is primarily erudite theological history based on the opposition between the good religion and the bad, evil religion. Nevertheless, other authors are circumspect with regard to this type of approach and consider that the theories of religion based on the idea of transcendence, on phenomenology, or on religious experience are almost always religious theories rather than theories of religion¹⁹.

However, political scientist Vladimir Tismaneanu is right to consider that "totalitarianism cannot be understood without exploring the political religions on which it was based". Voegelin's book, like his entire work, remains a sound trench dug in the anti-utopian field. Regardless of the interpretations that he is subject to, Voegelin endures as a "cool" demystifier of political collectivism.

Marius Stan

¹⁷ Michael BURLEIGH, "National Socialism as Political Religion", in *Totalitarian Movements and Political Religions*, 1, 2 (Autumn 2000), 1, 7.

¹⁸ Wolfgang HARDTWIG, "Political Religion in Modern Germany: Reflections on Nationalism, Socialism, and National Socialism", in *Bulletin of the German Historical Institute*, Washington DC, 2001, pp. 10–11.

¹⁹ Many authors refer to the fact that Mircea Eliade uses all these ideas together with that of sacredness and that he is often associated with the Iron Guard or is simply classified as a supporter of Fascism in his early career. At the same time, for others, his later works are mystifications of religion that could provide a good basis for authoritarian policies. A possible moral is that religious theories on religion end in mystification and self-mystification at some point, while the theories of religion referred to by human sciences should never reach that point.

Vladimir TISMĂNEANU, Bogdan IACOB (éd.), *The End and the Beginning. The Revolutions of 1989 and the Resurgence of History*, Budapest: CEU Press, 2012.

Vingt ans après la chute des régimes communistes en Europe de l'Est, Vladimir Tismaneanu et Bogdan Iacob reviennent sur les interprétations du moment 1989 avec le volume *The End and the Beginning. The Revolutions of 1989 and the Resurgence of History*¹. S'inscrivant dans la tradition des livres édités par Tismaneanu sur les causes et les conséquences des événements de 1989², ce volume se propose de réexaminer les principales approches historiques portant sur la chute du communisme en Europe de l'Est. Le livre s'appuie sur les causes et les effets de « 1989 » dans une temporalité plus longue et intègre ces événements dans une perspective globale, qui dépasse le cadre régional est-européen. Mais le grand intérêt consiste, dans mon opinion, dans la reprise du débat portant sur trois questions qui ont divisé les historiens et les politistes à travers le temps : le rôle de différents acteurs sociaux et politiques dans la chute des régimes communistes ; la nature révolutionnaire ou non-révolutionnaire des événements de 1989 ; la justice de transition et l'instrumentalisation politique du passé.

Explosion des sociétés civiles ou implosion des nomenklaturas?

Dans les années 1990, l'historiographie portant sur la chute du communisme en Europe de l'Est a été dominée par la perspective du rôle héroïque des sociétés civiles dans le démantèlement des régimes dictatoriaux. Timothy Garton Ash, S. N. Eisenstadt, Jeffrey Issac, François Fejto ou Vladimir Tismaneanu³ ont souligné l'importance cruciale des intellectuels opposants dans l'érosion de la légitimité du régime communiste et dans la construction d'un type nouveau de communauté politique, basée sur le concept de citoyenneté. Sans minimaliser la crise structurelle des régimes communistes ou le rôle de Michail Gorbatchev, ces approches ont toutefois indiqué les actions des sociétés civiles comme principal facteur de la chute du communisme. En 2010, le livre de Stephen Kotkin, *The Uncivil Society: 1989 and the Implosion of the Communist Establishment*⁴, allait

¹ Vladimir TISMĂNEANU, Bogdan IACOB (éds.), *The End and the Beginning. The Revolutions of 1989 and the Resurgence of History*, Budapest: CEU Press, 2012.

² Vladimir TISMĂNEANU, *The Revolutions of 1989. Rewriting Histories*, London: Routledge 1999; Sorin ANTOHI, Vladimir TISMĂNEANU (éds.), *Between Past and Future. The Revolutions of 1989 and their Aftermath*, Budapest: CEU Press, 2000.

³ Timothy GARTON ASH, *The Magic Lantern*, London: Vintage, 1990 ; S. N. EISENSTADT, « The Exit from Communism », *Daedalus*, n° 2, Spring 1992; ISAAC « The Meanings of 1989 », *Social Research*, n°2, Summer 1996; Pour une sélection de ces articles voire également Vladimir TISMĂNEANU (éd.), *The Revolutions of 1989...*, *op. cit.*, François FEJTO, *La fin des démocraties populaires. Les chemins du post-communisme*, Paris: Seuil, 1997; Vladimir TISMĂNEANU, *Reinventing Politics. Eastern Europe from Stalin to Havel*, New York: The Free Press, 1992.

⁴ Stephen KOTKIN, *The Uncivil Society: 1989 and the Implosion of the Communist Establishment*, New York: Modern Library, 2010.

mettre en question de manière radicale cette thèse, arguant que le système n'avait pas été détruit par ses opposants, mais, paradoxalement, par sa propre direction, incapable de faire face aux contraintes de l'économie globale. La démythification des sociétés civiles est-européennes n'était pas tout à fait nouvelle. Tony Judt, Katherine Verdery ou Ken Jowitt avaient souligné auparavant la faiblesse des opposants anticommunistes, tout comme l'incapacité du socialisme d'Etat de réinventer sa mission héroïque⁵. Mais Kotkin suivait, avec une argumentation historique dense et compacte, le rôle incontournable des nomenklaturas dans l'érosion et finalement dans la chute du régime communiste.

Le livre édité en 2012 par Tismaneanu et Iacob reprend le débat explosion des sociétés civiles versus implosion des nomenklaturas. Tant Tismaneanu dans son introduction, que Jeffrey Isaac dans sa conclusion cherchent une voie de milieu. Les deux s'accordent sur la crise structurelle qui détermine la désagrégation du régime, sur l'épuisement de la foi des cadres communistes dans l'idéologie officielle et sur le rôle des communistes réformateurs dans l'effondrement de 1989. Mais ils insistent également sur le rôle des opposants anticommunistes, qui, bien qu'ils aient agi parfois seulement en tant que mythe politique, ont représenté, dans les mots de Tismaneanu, « la métaphore puissante de la révolte » pour le regain de la liberté. L'article de Vladislav Zubok (*Gorbachev and the Road to 1989*) se place plus dans la perspective de Kotkin, démontrant comment les réformes entamées par Michail Gorbatchev ont « délégitimé le paradigme révolutionnaire-impériale qui avait justifié pendant de décennies la domination soviétique en Europe de l'Est ». De même le texte de Nick Miller (*Where was the Serbian Havel?*) qui montre l'échec des intellectuels serbes de dépasser le nationalisme radical et de construire une opposition anticommuniste basée sur les valeurs du libéralisme politique ; et celui de Bradley Adams (*Buying Time : Consumption and Political Legitimization in Late Communism Czechoslovakia*) qui identifie la politique de baisse de la consommation en Europe de l'Est dans les années 1980 comme l'une des causes de la perte de légitimité du régime communiste. Le texte de Ross Johnson (*No One is Afraid to Talk to Us Anymore. Radio Free Europe in 1989*) embrasse en revanche la perspective héroïque de la société civile, arguant sur le rôle de Radio Free Europe dans l'amplification des mouvements dissidents.

A l'intersection de ces deux visions se placent les articles de Konrad Jarausch (*People Power ? Towards a Historical Explanation of 1989*) et de Mark Kramer (*The Demise of the Soviet Bloc*) qui offrent une analyse multidimensionnelle des causes de l'effondrement du communisme : crise structurelle, contexte économique international, réformes par le haut et revendications politiques et sociales par le bas. Ce modèle semble d'ailleurs le plus heuristique pour l'examen de toute crise politique et de tout changement social, car, d'une part, il intègre les facteurs locaux dans un contexte global et, d'autre part, il s'appuie sur la dynamique des interactions entre différents acteurs politiques et sociaux.

⁵ Voir leurs articles publiés dans Vladimir TISMANEANU (éd.), *The Revolutions of 1989...*, *op. cit.*,

Révolutions ou Renaissances

Dans les années 1990, bon nombre d'analystes ont appréhendé le moment 1989 en termes de révolution, comprise comme renversement d'un ordre politique, économique et social⁶. Timothy Garton Ash a préféré l'expression « refo- lution », pour combiner le caractère non-violent du changement avec son projet toutefois radical⁷. Bruce Ackerman a encadré « 1989 » dans la série des révolutions libérales qui, depuis le siècle des Lumières, renforcent les fondements de la modernité politique, basée sur les idées de liberté, citoyenneté et pluralisme⁸. Pour ces auteurs, le concept de révolution n'impliquait forcément ni un conflit irréconciliable entre deux parties adversaires, ni un projet politique totalement innovateur au niveau global (comme dans la perspective théorique de Charles Tilly ou de Samuel Huntington). Ce qui comptait pour définir « 1989 » en tant que révolution était le changement radical de l'ordre politique en contexte régional, notamment l'abandon du socialisme d'Etat et l'ouverture vers les concepts politiques libéraux, même si ceux-ci représentaient un modèle déjà existant.

En 1999, Karol Soltan a introduit le concept de *rebirth* pour définir les événements de 1989⁹. Dans sa vision, si les *révolutions* signifient des ruptures dans la continuité, les processus de *rebirth* impliquent une certaine restauration de la continuité avec le passé. Si les *révolutions* supposent la destruction d'un ordre et la création d'un autre, les processus de *rebirth* sont en fait des renversements de la destruction et des restaurations de certaines valeurs du passé, qui sont toutefois susceptibles d'être modifiées et transformées en conformité avec les exigences du présent. Dans cette perspective, les événements de 1989 ne sont pas des révolutions, mais des processus de *rebirth* qui rétablissent une certaine continuité (sans doute avec ajustement) avec les principes libéraux existants en Europe de l'Est avant l'installation du communisme. La thèse de Soltan est questionnable au moins sur un point de vue, notamment le degré d'enracinement du libéralisme politique en l'Europe de l'Est avant la guerre. Peut-on parler vraiment d'une continuité par rapport à la période de l'entre les deux guerres ou plus d'un attachement au projet démocratique construit en Europe Occidentale à partir des années 1950 ?

En 2012, le livre coordonné par Tismaneanu et Iacob rouvre le débat sur le caractère révolutionnaire ou non-révolutionnaire des événements de 1989. La plupart des auteurs qui écrivent sur le sujet s'accordent sur un changement politique radical au niveau régional, arguant en revanche que le moment 1989

⁶ Parmi eux: Ralph DAHRENDORF, *Reflections on the Revolution in Europe*, New York: Random House, 1990; Vladimir TISMANEANU, *Reinventing Politics...* *op. cit.*; Daniel CHIROT, *The Crisis of Leninism and the Decline of the Left*, Seattle: University of Washington Press, 1991.

⁷ Timothy GARTON ASH, *The Magic Lantern*, London: Vintage, 1990.

⁸ Bruce ACKERMAN, *The Future of Liberal Revolution*, Newhaven: Yale University Press, 1992.

⁹ Karol SOLTAN, « 1989 as Rebirth », dans Sorin ANTOHI, Vladimir TISMANEANU (éds.), *op. cit.*, pp. 25 – 38.

ne peut constituer une révolution si on l'analyse en contexte mondial. Gale Stokes (*Purposes of the Past*) démontre que la chute du communisme en Europe de l'Est n'apporte rien de nouveau aux idées politiques existantes et elle ne fait qu'emporter dans la région un modèle déjà consolidé à l'Ouest, notamment le pluralisme démocratique. Pour Stokes, les principales conséquences de la fin de la Guerre Froide sont le déblocage de l'Europe de l'Est par rapport à la globalisation, la fin du colonialisme traditionnel et l'adoption dans les pays de l'Est du libéralisme politique et de l'économie de marché. Carol Ban (*Was 1989 the End of Social Democracy ?*) s'interroge sur le rôle du moment 1989 dans l'avènement de la social-démocratie occidentale et démontre, à son tour, que la fin du communisme n'a pas eu un impact majeur sur la transformation de la gauche modérée en Europe de l'Ouest. Karol Soltan (*Moderate Modernity and the Spirit of 1989*) revient avec son interprétation des événements de 1989 en tant que processus de *rebirth*, mais il remplace ce terme avec celui de *Renaissance*. Le moment 1989 représente un projet modéré de transformation politique qui restaure « la continuité avec un certain héritage du passé, tout en lui donnant un nouveau pouvoir créatif ». Pour Soltan, « 1989 » fait partie d'une série d'événements et de transformations qui, depuis 1945, renforcent l'engagement de l'humanité par rapport aux droits de l'homme et à la justice sociale. Sur long terme, il s'agit d'un projet modéré de modernité, construit depuis le siècle des Lumières sur les fondements du Moyen Âge et de la Renaissance, à travers des crises et des processus de *rebirth*.

Rendre justice ou manipuler le passé ?

Le troisième débat repris dans le livre de Tismaneanu et Iacob est la question de la justice de transition et de l'instrumentalisation politique du passé. Tout au long des années 1990, le rapport au passé communiste a divisé les sociétés et les acteurs politiques est-européens. Deux discours antagonistes ont maintenu ce clivage : l'un qui clamait justice et militait pour la mise en place des politiques mémorielles, l'autre qui envisageait l'oubli comme solution pour la réconciliation avec le passé¹⁰. Vingt ans après la chute du communisme, le premier discours semble avoir vaincu, car la plupart des États de la région ont adopté des mesures de justice de transition, comme la lustration, l'ouverture des archives, la réhabilitation des anciens détenus politiques ou bien la condamnation symbolique de l'ancien régime à travers de lois ou des déclarations publiques¹¹. Toutefois, avec la mise en place de ces mesures, on

¹⁰ Sur les discours visant le rapport au passé communiste en Europe de l'Est, voir par exemple l'article de LOS Maria, « Lustration ans Truth Claims. Unfinished Revolutions in Central – Europe », *Law & Social Inquiry*, n° 1/1995.

¹¹ Pour un bilan de la justice de transition en Europe de l'Est voir Lavinia STAN, *Transitional Justice in Eastern Europe and Former Soviet Union. Reckoning with the Past*, London: Routledge, 2010.

a également assisté à l'instrumentalisation politique du passé et l'usage de la justice de transition dans des buts de légitimation ou de dé-légitimation politique. Les articles de Marci Shore (« *A Spectre is Haunting Europe...* » : *Dissent, Intellectuals and a New Generation*) et de James McAdams (*Transitional Justice and the Politicization of Memory in Post-1989 Europe*) illustrent ce phénomène en République Tchèque, en Pologne et en Allemagne. Intéressée plus aux facteurs qui déterminent le cours de la justice de transition, Lavinia Stan (*Memory, Justice and Democratization in Post-Communism*) touche également à la question, affirmant que les rapports et les intérêts politiques du présent façonnent (entre autres) les politiques de justice et de mémoire visant le passé. Sans apporter beaucoup d'originalité à la littérature déjà existante, ces articles s'accordent toutefois sur les effets paradoxaux des usages politiques du passé : d'une part, ils représentent des moteurs pour la mise en place de la justice de transition, d'autre part, ils creusent l'intérêt et la confiance de la population dans la justice et le devoir de mémoire visant l'ancien régime.

Dans une optique similaire, Gale Stokes (*Purposes of the Past*) attire l'attention sur la politisation excessive de l'histoire dans des buts thérapeutiques. D'une part, il fait référence à l'écriture d'une histoire nationaliste, censée produire « la vérité » sur le sens et la mission de la nation. D'autre part il regarde vers les instituts de la mémoire qui ont fleuri partout en Europe de l'Est à partir des années 2000. Activant à la fois comme centres de recherche et créateurs de politiques de mémoire, ils présentent le risque de remplacer « l'histoire scientifique » avec « l'histoire thérapeutique ». Identifiant des similarités avec la production de l'histoire en Europe occidentale après la seconde Guerre, Stokes se déclare optimiste quant à la normalisation de la production historique et à l'abandon de « l'histoire thérapeutique » en Europe de l'Est, vingt ans après la chute du communisme.

* * *

Au total, *The End and the Beginning. The Revolutions of 1989 and the Resurgence of History* incite à la réflexion sur les différentes théories qui ont représenté le cadre d'analyse de la chute du communisme et de ses effets. Le livre n'aboutit pas tout à fait, comme il se propose, à faire le point sur les différentes interprétations du moment 1989 et de questionner leur valeur heuristique 20 ans après le déroulement des événements. Il serait d'ailleurs impossible, compte tenu de la richesse et de la complexité du sujet. Il aboutit en revanche, dans de nombreuses articles, à proposer des grilles d'analyse multidimensionnelles et des perspectives fraîches qui réconcilient des approches jusqu'à présent antinomiques.

Raluca Grosescu